

La question des rapports entre religion et société n'est ni résolue ni révolue

(R. REMOND, Religion et société en Europe, Paris, 1998, p. 276)



Le mercredi 7 janvier 2015, Chérif et Saïd Kouachi tuent onze personnes, dont huit sont membres de la rédaction de *Charlie Hebdo*, à Paris. Le jeudi 8 janvier 2015, Amedy Coulibaly assassine une policière municipale à Montrouge. Le vendredi 9 janvier 2015, le même Amedy Coulibaly tue quatre personnes de confession juive au cours d'une prise d'otages dans une supérette casher de la porte de Vincennes à Paris. Au même moment, Chérif et Saïd Kouachi, réfugiés à Dammartin-en-Goële, sont abattus lors d'une opération policière. Le vendredi soir, on compte 17 morts.

Les médias relatent les événements dramatiques. Les responsables de l'Etat français vont sur le terrain, donnent des informations précises, avant d'inviter à un sursaut de tous les Français face à la barbarie. Le dimanche 11 janvier 2015, un million et demi de personnes marchent dans les rues de Paris, précédées de dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement. Des centaines de milliers de personnes participent à des manifestations dans les grandes villes de France ainsi que dans les capitales européennes et ailleurs.

Dès le début, 7 janvier 2015, les hommes politiques, les intellectuels, les faiseurs d'opinion parlent d'une atteinte à la liberté d'expression (*Je suis Charlie*), à la liberté de la presse, à la démocratie, à la République. Dès le début, des personnalités de premier plan soulignent que ce sont des personnes liées à l'islam qui ont commis des actes de violence, de terrorisme. Dès le début, des personnes bien informées font le lien avec les réactions de musulmans lors de la publication de caricatures du Prophète Muhammad, en 2006, dans le journal *Jyllands-Posten*, au Danemark. A l'époque, *Charlie Hebdo* avait été attaqué en justice par l'Union des organisations islamiques de France et par la Ligue islamique mondiale. Ceux qui avaient traduit *Charlie Hebdo* en justice avaient été déboutés en Première instance et en Appel.

► Notre évêque nous parle

Le 7 janvier 2015, sort, chez Flammarion, *Soumission*, un roman rédigé par Michel Houellebecq, de son vrai nom Michel Thomas. L'auteur raconte ce qui se passe après les élections présidentielles de 2022. La Fraternité musulmane ayant remporté la majorité, la France est secouée par un bouleversement sociétal profond : retour des femmes à la maison, fin de la laïcité, conversion obligatoire à l'islam des enseignants, etc.

Le fait que les attentats des frères Kouachi aient été reliés à Al-Qaïda a poussé beaucoup de commentateurs à faire mémoire des attentats de septembre 2001 aux Etats-Unis. Il est vrai que les services de sécurité et la magistrature ont fait prendre des dispositions de lutte contre le terrorisme. La Belgique elle-même a procédé à des perquisitions, qui ont connu un épisode dramatique à Verviers, le 15 janvier 2015.

Le fait que beaucoup de chefs d'Etat et de gouvernement aient répondu à l'invitation de François Hollande, Président de la République Française, à s'associer à la marche du dimanche 11 janvier 2015 montre que personne n'a minimisé la gravité de la situation. Il y a effectivement une volonté de quelques-uns à détruire la manière de vivre en société en Europe du Nord.

Sans prétendre à une analyse scientifique des causes et des conséquences de ce qui nous a profondément atteints ces dernières semaines, je voudrais donner quelques éléments pour comprendre.

Dès qu'il y a des victimes d'actes barbares, d'assassinats programmés, nous avons à manifester notre compassion à l'égard des victimes, de leurs familles, de leurs proches. Personne ne peut admettre des actes meurtriers programmés. Nous sommes, tous, opposés à ces actes inqualifiables.

Lorsque la sécurité de personnes est en danger, lorsque l'ordre public est profondément menacé, nous avons à soutenir tous les services de l'Etat qui ont ces matières en charge. Et nous avons à « obéir » aux prescriptions que les institutions de l'Etat donnent à tous les citoyens. Il est clair pour beaucoup que nous avons affaire à des terroristes, liés à des actions du même genre au Proche-Orient.

Les responsables politiques et les médias ont, une fois de plus, mis en lumière les djihadistes, dont beaucoup sont des jeunes gens qui partent au Proche-Orient. Certains d'entre eux reviennent. Quand la justice constate qu'il y a des délits, il est normal que des actions soient entreprises.

Certains idéologues apportent leur vision des choses. Nous assistons, disent-ils, à la preuve manifeste que tout ce qui est porté par la religion conduit

inévitablement à la violence. Dans ce cas précis, l'islam provoque un état d'esprit qui ne supporte pas que l'on caricature des traits de cette religion. Plus grave encore, l'islam suscite, en son sein, des martyrs qui tuent tous ceux qui ne pensent pas comme eux.

Je me permets de dire deux choses à propos de ce discours. La première. Il est faux de dire que la religion conduit nécessairement à la violence. Nous avons, au XXème siècle, des systèmes a-religieux ou athées qui ont entraîné des millions de morts. La seconde. L'islam, aux facettes et aux tendances multiples, n'est pas une idéologie qui pousse à supprimer tout ce qui n'est pas musulman.

Quelques idéologues profitent de ces événements dramatiques pour rappeler que la religion, impossible actuellement à éradiquer du sol européen, doit être cantonnée à la sphère privée. Elle ne peut plus se manifester dans l'espace public. Certains d'entre eux reviennent avec le discours sur la neutralité, la laïcité de l'Etat, dont le courant philosophique de la laïcité est le garant.

Ici encore, deux choses. La première. Il n'est pas vrai qu'une société ne peut être libre, égale et fraternelle qu'à la condition de supprimer l'expression des convictions religieuses dans l'espace public. Il est temps de reprendre tout ce qui a amené la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948. La liberté de religion est un droit de l'homme, et pas une affaire uniquement privée. La seconde. Il n'y a pas qu'un courant philosophique qui est garant de la laïcité de l'Etat. Toutes les religions, toutes les convictions, tous les courants philosophiques s'inscrivent dans la neutralité de l'Etat. Je dois souvent dire moi-même que l'Eglise catholique respecte et promeut la laïcité de l'Etat.

Les citoyens, les hommes politiques, tous ceux qui prennent leurs responsabilités veulent, ensemble, chacun selon ses compétences, construire une société juste dans laquelle chacun est respecté dans ses droits et invité à se mettre au service de tous, dans la solidarité, la construction de la paix, la vigilance à propos de l'environnement. Certains misent sur l'éducation des jeunes gens pour faire saisir l'importance du vivre-ensemble. C'est dans ce cadre qu'est posée, une fois de plus, la question d'une formation spécifique pour découvrir ses responsabilités comme citoyen de l'Etat de droit. D'autres s'interrogent sur la pertinence de cours philosophiques. D'autres encore rappellent que ce n'est pas seulement l'éducation des jeunes qu'il faudrait examiner. Les débats en cours permettront certainement de discerner de nouvelles orientations pour le vivre-ensemble.

► Notre évêque nous parle

Le lundi 2 février 2015, Jean-Claude Guillebaud a été promu Docteur Honoris Causa de l'Université Catholique de Louvain. En 2014, il avait publié, dans la Collection Evolution, chez Pocket : *Une autre vie est possible*. Il y écrit ceci : *J'aimerais trouver les mots pour dire à quel point m'afflige la désespérance contemporaine. Elle est un gaz toxique que nous respirons chaque jour, sans y réfléchir. Or, la réalité n'est jamais aussi sombre. Ombres et lumières y sont toujours mêlées. L'espérance n'implique donc ni aveuglement ni sottise crédulité. Elle est lucide, mais têtue. J'y repense chaque matin à l'aube, quand je vois rosir le ciel au-dessus des toits de Paris ou monter la lumière derrière la forêt, chez moi, en Charente... L'espérance a partie liée avec cet infatigable recommencement du matin. Elle vise l'avenir mais se vit aujourd'hui, les yeux ouverts. Avec passion* (Citation à partir du site web).

En ce temps de carême, un temps liturgique de combat contre les tentations de toutes sortes, y compris la tentation de la peur de l'avenir ; un temps durant lequel nous osons discerner ce que le Seigneur nous appelle à vivre comme passages de la mort à la vie, partageons avec le plus grand nombre ce que l'Esprit de Dieu, qui nous conduit au désert, nous fait voir comme source d'espérance en ce monde.

+ Guy,
Evêque de Tournai